

Après-guerre : quand l'extrême droite s'enferme dans l'antisémitisme

Même s'il est difficile de s'en réclamer politiquement, les réflexes xénophobes ne disparaissent pas après 1945. Et c'est ainsi que Mendès France affrontera de vieux démons.

Répandu dans la France des années 1930, principalement à droite et, encore plus, à l'extrême droite, le préjugé antijuif n'a pas disparu comme par miracle après quatre années d'occupation et de propagande martelée. Fortement teinté de xénophobie, il reste enraciné, sur fond de crise économique et sociale. Mais, en 1945, un discrédit politique semble désormais peser sur l'antisémitisme, synonyme des crimes de la collaboration, de la complicité avec les nazis, de l'horreur du génocide. Pionnier de l'école négationniste, l'intellectuel fasciste Maurice Bardèche (1907-1998) publie en 1948 *Nuremberg ou la Terre promise*. Niant la politique génocidaire des nazis, l'auteur présente les Juifs persécutés sous Vichy comme « des étrangers » dont le sort importait peu à la France et « qui n'ont fait que payer le prix d'une guerre voulue par eux »... Il est condamné à un an de prison et 50 000 francs de dommages-intérêts pour « apologie du crime de meurtre ».

L'affirmation d'un « néo-pétainisme »

Compromise dans la collaboration, bannie depuis la Libération, l'extrême droite émerge difficilement dans la France de l'après-guerre. Au début de l'année 1951, un parti pétainiste, l'Union des nationaux indépendants et républicains (UNIR), fondé par Jacques Isorni (1911-1995), l'avocat emblématique du maréchal, voit néanmoins le jour. Il dénonce avec virulence l'acharnement supposé de deux ministres d'origine juive, le garde des Sceaux,

René Mayer, et Jules Moch, ministre de l'Intérieur puis de la Défense nationale, contre Pétain, prisonnier de la citadelle de l'île d'Yeu (et finalement libéré peu avant sa mort en juillet 1951).

Isorni est élu député de Paris au terme d'une campagne houleuse : pour la première fois depuis l'Occupation, on entend le cri « Mort aux Juifs » dans des meetings politiques. La presse républicaine, les milieux proches de la Résistance et les communistes s'inquiètent de ce « néo-pétainisme ». L'antisémitisme se donne libre cours. L'hebdomadaire royaliste d'Action française *Aspects de la France*, l'hebdomadaire fascisant *Rivarol* et le mensuel pétai-

niste *Écrits de Paris* dénoncent l'influence malfaisante des Juifs en politique et n'hésitent pas à proposer de rétablir un « statut des Juifs » !

Mais c'est surtout l'arrivée au pouvoir de Pierre Mendès France (président du Conseil de juin 1954 à février 1955 puis ministre d'État en 1956) qui suscite une résurgence spectaculaire de l'antisémitisme. La presse d'extrême droite se déchaîne. Des meetings se tiennent pour flétrir « Mendès le Youpin », « Mendès l'Anti-France », le « Sale Juif ». L'impression est saisissante : le temps des ligues et de la haine pathologique contre Léon Blum et le Front populaire en 1936 semble revenu. Le mouvement poujadiste lui donne un écho exceptionnel. À la veille des élections législatives de janvier 1956, l'Union de défense des commerçants et artisans (UDCA) de Pierre Poujade (1920-2003) et son organisation affiliée Défense des intérêts agricoles et viticoles dirigée par Léon Dupont multiplient les meetings provocateurs devant des foules en furie. Le populisme antisémite de Poujade, ancien militant fasciste, fait une percée électorale inattendue avec près de 13 % des suffrages. Dix ans après la fin de la guerre, certains semblent n'avoir rien appris, ni rien oublié. **L. J.**



L'homme du passé Excellent orateur, porte-parole des commerçants de sa ville de Saint-Céré, Pierre Poujade dénonce à partir de 1953 « l'État vampire » et les impôts. Il prend ensuite pour cibles « l'Anti-France » et les « apatrides » avant d'attaquer Pierre Mendès France, que ses militants n'hésitent pas à qualifier de « sale Juif ».

DOMINIQUE BERRETTY/GAMMA RAPHO